



Formation spécialisée du CSAL - 10/07/2024

Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

La **dissolution de l'Assemblée nationale** ouvre la porte à une grande instabilité politique.

Un message clair a été adressé sur le service public et le pouvoir d'achat.

Avec la disparition de nos trésoreries et de services de gestion de proximité nous avons contribué à l'abandon de nos concitoyens. Nos trésoreries doivent rouvrir.

Avec le gel du point d'indice, vous avez « smicardisé » les fonctionnaires. Nous revendiquons une revalorisation immédiate de 10 % de la valeur du point d'indice avec rattrapage et indexation sur l'inflation, la revalorisation des grilles, des rémunérations plus justes pour les non-titulaires.

L'inévitable changement de gouvernement, qui impactera aussi Bercy, doit donc être accompagné d'une pause dans toutes les réformes, ce qui inclut bien évidemment le projet de la semaine de travail en 4 jours, hâtivement initié à la DGFIP, mais aussi le NRP, le flex office, etc.

Cette pause est d'autant plus nécessaire que nous n'avons pas encore « absorbé » toutes les réformes et leurs effets, et que nos effectifs sont laminés par les vacances d'emploi.

On nous propose comme une faveur de **faire nos heures en 4 jours** ou 4,5 jours, au lieu de 5.

L'idée de réfléchir sur notre temps de travail hebdomadaire est une très bonne idée.

Pour la CGT, la semaine de 32 heures, c'est la seule formule qui garantit de bonnes conditions de travail, le maintien de nos jours de congés, de la flexibilité sur nos horaires de travail, une meilleure conciliation entre vie privée et vie professionnelle.

Dans un service de Grenoble, un nouveau cas de souffrance au travail nous a été rapporté. Au moins 8 victimes en moins de 4 ans, qui ont toutes un point commun : leur chef de service.

Un chef de service qui s'emploie depuis son arrivée en 2020 à maintenir un climat délétère, en divisant pour mieux régner, en parlant aux uns sans parler aux autres, en dénigrant publiquement ses agents, en convoquant à tout bout de champ dans son bureau.

Monsieur le Président, nous avons alerté à maintes reprises sur les risques psycho-sociaux découlant de cet encadrement malsain. Nous avons fait état de propos discriminants sur les origines étrangères, exotiques et sexistes, du malaise de plusieurs femmes vis-à-vis de leur chef de service, lors des échanges pendant la FS du 21/09/2023. Ils ont été retirés du PV soumis à notre approbation. Pourquoi ? Nous demandons la réintégration des propos rapportés. Ce n'est plus acceptable dans la DGFIP d'aujourd'hui !

Il nous a également été remonté que Monsieur X, en dépit de ses responsabilités, a divulgué auprès d'agents des informations personnelles et mêmes médicales concernant d'autres collègues !

Ce malaise général se répercute aussi sur les résultats du service, a entraîné un nombre record d'arrêts de travail et de départs. Ces atteintes psychologiques répétées finissent par peser sur le collectif

Selon nos informations le plan d'actions de la mission d'écoute et de veille n'a pas été suivi d'effets. La communication et le pilotage sont toujours calamiteux, le climat n'est toujours pas propice au travail.

Combien d'autres victimes faut-il pour que la Direction prenne les mesures qui s'imposent ?

Dans l'intérêt de tous, nous sommes convaincus que Monsieur X doit partir.